

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 28/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRAKA FILECA

R.N 1
60730 STE GENEVIEVE

Références : IC-R/0144/22-MB/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement DRAKA FILECA implanté R.N 1 60730 STE GENEVIEVE . L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRAKA FILECA
- R.N 1 60730 STE GENEVIEVE
- Code AIOT dans GUN : 0005104872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DRAKA FILECA est spécialisée dans la production de câbles destinés aux secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatiale et de la défense. Les activités de cette société sont autorisées par arrêté préfectoral du 24/02/2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suite de l'inspection du 16/07/2020 et notamment :

- surveillance des rejets atmosphériques : titre 3 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2017 ;
- confinement des eaux d'extinction d'incendie : article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|------------------------------|---|--|--|
| Plan de gestion des solvants | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.8 | / | Mise en demeure, respect de prescription |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Eaux d'extinction d'incendie | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 8.4.2 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques - Conduits et installations raccordées | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.2 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques - Autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.4 et 3.2.5 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques - Valeurs limites | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.3 | / | Sans objet |
| Installation de refroidissement | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.6 | / | Sans objet |
| Evaluation des risques sanitaires | Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 9.3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité portant sur la quantité d'émissions diffuses de COV par rapport à la quantité de solvants utilisés a été constatée. Il est donc proposé à madame la préfète de mettre en demeure la société de respecter la prescription associée.

On note que la non-conformité porte sur un flux annuel d'émissions. Ainsi, l'exploitant ayant prévu de réaliser des travaux en 2022, la conformité ne pourra être établie qu'après un an d'émissions et donc à travers le plan de gestion des solvants réalisé en début d'année 2024 pour les rejets de l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Eaux d'extinction d'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Confinement |
| Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est assuré par le bassin de confinement situé au niveau du parking réservé au personnel (parking nord) et disposant d'un volume de rétention en permanence disponible de 1 062 m ³ . En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Les orifices d'écoulement sont en position ouverte par défaut. Les orifices d'écoulement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer le confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. L'exploitant vérifie périodiquement selon une fréquence qu'il aura fixée, le bon fonctionnement de l'obturateur. Ce contrôle est effectué à minima 2 fois par an. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées vers les exutoires autorisés par le présent arrêté si les concentrations fixées à l'article 4.3.11 susvisé sont respectées. |
| Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté la présence d'un bassin de confinement d'un volume de 1 100 m ³ sur le parking nord du site. Toutefois, l'exploitant avait indiqué que ce bassin n'était pas opérationnel. En effet, le caractère opérationnel nécessitait : <ul style="list-style-type: none">- la mise en place de vannes d'isolement sur l'ensemble des points de rejets des eaux pluviales du site ;- l'asservissement de ces vannes à la détection incendie du site ;- le raccordement du bassin au point de rejet des eaux pluviales du site vers lequel seraient dirigées les eaux d'extinction en cas de fermeture des vannes d'isolement ;- l'installation de pompes de relevage vers le bassin et d'un groupe électrogène. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux avaient été achevés à la fin de l'année 2020. Il a précisé qu'un exercice a été réalisé avec le centre de secours de Noailles le 22/01/2021. Lors de l'inspection, le bon fonctionnement des équipements a été testé par déclenchement manuel (bouton coup de poing situé sur le groupe électrogène). Les constats suivants ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none">- démarrage du groupe électrogène ;- démarrage des pompes de relevage ;- témoins lumineux des fermetures de vannes du réseau eaux pluviales au niveau de l'armoire de commande. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques - Conduits et installations raccordées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées |
| Prescription contrôlée : |

| N° de conduit | Installations raccordées | Hauteur en m | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse minimale d'éjection en m/s |
|---------------|---|--|---|------------------------------------|
| A1 | Chaudière gaz naturel n°1 | 11,5 | 637 | 5 |
| A2 | Chaudière gaz naturel n°2 | 11,5 | 1084 | 5 |
| D1 à D4 | Fours à bains de sel | 15,2 pour D1 11,1 pour D2 12,6 pour D3 15,9 pour D4 | 135 pour D1 125 pour D2 1011 pour D3 400 pour D4 | 5 |
| K1 | Machine de dégraissage au sodium | 5 | 1110 | 5 |
| P1 | Rejets des installations de pulvérisation de téflon | 19,1 | 6400 | 5 |
| X1 | Module de traitement lignes de traitement de surface par nickelage | 11,5 | 140 | 5 |
| X2 | Module de traitement de lignes de traitement de surface par argenture | 11,5 | 93,2 | 5 |
| Y1 | Module de traitement tréfileuse | 19,1 | 1745 | 5 |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté que les hauteurs des conduits A1, A2, D1, D4, P1 et Y1, n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24/02/2017.

L'exploitant avait indiqué que les hauteurs de conduits prescrites avaient été recalculées du fait d'une configuration des bâtiments différente de la configuration initialement prévue dans le cadre de l'extension ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral précité.

Les hauteurs recalculées sont les suivantes :

- A1 et A2 : 11,5 m ;
- D1 et D2 : 11,11 m ;
- D4 : 11,35 m ;
- P1 : 11,5 m ;
- X1A et X1B (les rejets des phases acide et basique du traitement de surface par nickelage ayant été séparées pour constituer deux rejets distincts) : 11,5 m ;
- Y1 : 11,5 m.

Par courrier du 18/02/2021, l'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés pour rehausser les conduits A1, A2, D1, D2, D4 et P1 pour respecter les hauteurs calculées. Des "attestations d'achèvement et de conformité" de la société Ventilation Industrielle Chaudronnerie du 20/10/2020 ont été fournis pour chacun de ces conduits.

Les conduits X1A, X1B et Y1 ayant déjà une hauteur de 12,5 m, aucun aménagement n'a été nécessaire.

Par ailleurs, il avait été constaté que les débits mesurés étaient supérieurs aux débits maximums prescrits pour les chaudières A1 et A2, les lignes de nickelage X1A et X1B et la tréfileuse Y1.

Par courrier du 18/02/2021, l'exploitant a transmis une évaluation des risques sanitaires (ERS) mise à jour avec des débits supérieurs aux débits autorisés. Cette ERS conclut à l'absence de risque inacceptable pour les populations (voir la fiche de constat dédiée).

Enfin, la vitesse minimale d'éjection de 5 m/s n'était pas respectée lors de la mesure de 2020 sur la ligne de nickelage X1B (vitesse mesurée de 4 m/s). Par courrier du 18/02/2021, l'exploitant a indiqué que le diamètre de sortie de la cheminée avait été modifié. Des mesures réalisées le 19/01/2021 confirment le respect de la vitesse minimale d'éjection prescrite (vitesse mesurée à 6 m/s).

Observations : Les hauteurs fixées dans l'arrêté préfectoral du 24/02/2017 ayant été recalculées pour tenir compte de la configuration réelle du site, il conviendra de modifier par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les hauteurs des conduits D1, D4, P1 et Y1.

De plus, le rejet X1 devra être scindé en X1A (acide) et X1B (base) et le rejet X2 devra être supprimé car il sera également scindé en deux rejets (phases acide et basique) raccordés aux rejets X1A et X1B.

Enfin, les débits autorisés devront être actualisés avec les débits pris en compte dans l'ERS mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques -Autosurveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.4 et 3.2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance |
| Prescription contrôlée : Article 3.2.4 - Autosurveillance des rejets atmosphériques L'exploitant réalise sous un délai de 3 mois à compter de la mise en fonctionnement des installations de traitement de surface et des tréfileuses, des mesures visant à vérifier le respect des conditions de rejets définies au présent chapitre. L'exploitant met en place un programme de surveillance visant à maîtriser ses rejets atmosphériques. À cet effet, l'exploitant établit un programme de surveillance de l'ensemble des rejets canalisés recensés à l'article 3.2.2 du présent arrêté. Il appartient à l'exploitant de mettre en place un programme de surveillance qu'il juge représentatif de son activité afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission mentionnées aux articles précités. En particulier, des mesures, au minimum annuelles, sont réalisées sur les rejets, à l'exception des rejets des conduits A1 à A2 pour lesquels la fréquence des mesures sera à minima biennale et des rejets K1 et D1 à D4 pour lesquels elle sera à minima quinquennale. Les mesures portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.2.2 et 3.2.3. Ces documents sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Article 3.2.5 - Transmission des résultats de l'autosurveillance Les rapports de contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais s'ils présentent des dépassements aux valeurs limites définies dans le présent arrêté préfectoral. Les résultats sont commentés et décrivent les actions correctives prévues ou mises en place afin de revenir à une situation normale. Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté que : - pour les rejets D1, D2, D4, X1A, X1B, Y1 et P1, les fréquences d'autosurveillance (annuelle pour P1, X1A, X1B et Y1 et quinquennale pour D1 à D4) n'étaient pas respectées ; - des rapports de contrôles concluaient à des non-conformités sans que l'exploitant n'ait transmis à l'inspection des installations classées ces rapports de contrôle accompagnés des commentaires et description des actions correctives prévues ou mises en place afin de revenir à une situation normale Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que les fréquences réglementaires étaient respectées. Les derniers rapports de contrôle par l'APAVE ont été fournis : - rejets A1, A2, K1, X1A et X1B : contrôle du 19/01/2022 ; - rejets D1, D2 et D4 (le rejet D3 n'est pas en service) : contrôle du 20/07/2020 ; - rejet P1 : contrôle du 05/10/2021. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques - Valeurs limites

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des effluents atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)) sauf pour les installations de séchage (fours notamment) où les résultats sont exprimés sur gaz humides - à une teneur en O2 lorsque précisée dans le tableau ci-dessous. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : |

| Paramètre | Conduits A1 et A2, (volumes de gaz rapportés à une concentration de 3 % d'O ₂) | Conduits D 1 à D4 | Conduit K1 | Conduit P1 | Conduits X1 et X2 | Conduit Y1 |
|---|---|----------------------|------------|--|--------------------------------------|--|
| | Concentration mg/Nm ³ | | | | | |
| Poussières totales | | 100 | | 100 si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, et 40 si supérieur | | 100 si flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h 40 si flux horaire est supérieur à 1 kg/h |
| SO ₂ : Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre) | | | | | 100 | |
| NO _x : Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) | 150 | 300 | | | 200 | |
| NH ₃ | | | | | 30 | |
| Composés organiques volatils non méthaniques exprimé en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés | | | 110 | 100 si la consommation en solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an et 50 si supérieure | | |
| Cuivre | | | | | | 5 si le flux horaire total dépasse 25 g/h |
| Acidité totale exprimée en | | | | | 0,5 | |
| Alcalins, exprimés en OH | | | | | 10 | |
| Ni | | | | | 5 uniquement sur le conduit X1 | |
| CN | | | | | 1 uniquement sur le conduit X2 | |

Constats : Les rapports de contrôle fournis par l'exploitant ne font apparaître aucun dépassement des valeurs limites autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation de refroidissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la vitesse d'émission |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède tous les ans à une vérification de la vitesse d'air de l'appareil de refroidissement de la marque TRILLIUM. Cette vitesse devra être de 2,5 m/s. En cas de non-respect de cette vitesse d'émission, l'exploitant en informe l'inspection sous une semaine et prends les mesures appropriées pour revenir à une vitesse de 2,5 m/s. |
| Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté que l'exploitant ne procède pas à une mesure annuelle de la vitesse d'air de l'installation de refroidissement dite TRILLIUM. On note que l'arrêté préfectoral prescrit la réalisation d'une mesure annuelle de la vitesse d'air de l'appareil afin de s'assurer d'une vitesse maximale de 2,5 m/s car, par courrier du 14/03/2007, la DGPR a signifié à la société BALTICARE que l'installation de refroidissement dite TRILLIUM n'était pas visé par la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées lorsqu'elle est utilisée dans ses conditions normales de fonctionnement, à savoir une vitesse de fonctionnement de 2,5 m/s non modifiable dans sa version commercialisable. Dans ce contexte, l'exploitant a fourni des courriels des 19/09/2018 et 17/01/2019 du fournisseur de l'équipement indiquant que la mesure de la vitesse sur site était difficile à réaliser car nécessitant un nombre trop important de capteurs à installer mais garantissant que la vitesse de 2,5 m/s ne pouvait être dépassée. L'exploitant a de plus rappelé par écrit à son prestataire de maintenance que les caractéristiques de l'équipement ne devaient en aucun cas être modifiées. Enfin, en tout état de cause, au regard des besoins en refroidissement des installations du site, l'installation de refroidissement n'a à ce jour jamais été utilisée dans son fonctionnement par voie humide (rendant impossible tout risque de prolifération de légionelles). |
| Observations : La prescription étant impossible à respecter et n'étant pas adaptée au regard de l'impossibilité de modifier la vitesse de fonctionnement de l'installation de refroidissement dans sa version commercialisable, la prescription sera supprimée à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des solvants

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 3.2.8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée si cette dernière est supérieure à 15 tonnes et 20 % si elle est inférieure à 15 tonnes. |
| Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté que la quantité d'émissions diffuses évaluée en 2019 était de l'ordre de 50 % de la quantité de solvants utilisés. Le taux d'émissions diffuses de 20 % n'était donc pas respecté. Par courrier du 18/02/2021, l'exploitant a indiqué que la consommation de solvants avait diminué significativement en 2020 suite à une baisse d'activité et au changement d'imprimantes jets d'encre moins consommatrices en solvants. Le taux d'émissions diffuses en 2020 avait donc augmenté (de l'ordre de 55 %). Dans ce même courrier, l'exploitant a indiqué que la mise en place d'une aspiration sur le process d'émaillage pour en canaliser les rejets permettrait de réduire les émissions diffuses sous le seuil des 20 % de la quantité de solvants utilisés. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de gestion de solvant de l'année 2021. Le taux d'émissions diffuses est de 51,70 % de la quantité de solvants utilisés. Non-conformité : le flux annuel des émissions diffuses est supérieur à 20 % de la quantité de solvants utilisés. L'exploitant a également indiqué que les travaux qui permettront de rendre conforme le taux d'émissions diffuses seront réalisés en 2022, probablement pendant l'arrêt annuel d'été (les études sont en cours de réalisation). On note toutefois que la conformité porte sur un flux annuel d'émissions. Ainsi, les travaux étant réalisés en 2022, la conformité ne pourra être établie qu'après un an et donc dans le plan de gestion des solvants réalisé en 2024 pour l'année 2023. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Evaluation des risques sanitaires

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2017, article 9.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires |
| Prescription contrôlée : L'exploitant notifie au Préfet la date de mise en service des installations de traitement de surface et des tréfileuses. L'exploitant réalise sous un délai de 6 mois à compter de la mise en fonctionnement des installations de traitement de surface et des tréfileuses, une évaluation du risque sanitaire en s'appuyant sur le guide INERIS intitulé « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » dans sa version d'août 2013. L'exploitant adresse cette étude au Préfet en 2 exemplaires sous un mois suite à sa réalisation. Dans le cas où l'évaluation précitée fait apparaître des risques de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant transmet, sous un délai de 6 mois, une étude technico-économique visant à réduire les rejets. Cette étude est accompagnée de propositions et d'un échéancier de réalisation des travaux pour chaque solution technique proposée. L'exploitant adresse cette étude au Préfet en 2 exemplaires sous un mois suite à sa réalisation. |
| Constats : Lors de la visite du 16/07/2020, il avait été constaté que l'évaluation des risques sanitaires (ERS) n'avait pas été réalisée dans les 6 mois suivant la mise en fonctionnement des installations de traitement de surface et des tréfileuses. L'exploitant avait indiqué qu'elle était programmée au mois de novembre 2020 afin de pouvoir intégrer les modifications souhaitées par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectorale du 24/02/2017 sur les conduits (par exemple, X1 séparé en X1A et X1B) et les débits maximums autorisés (voir les fiches de constats précédentes). L'exploitant a transmis une évaluation des risques sanitaires par courrier du 18/02/2021. Cette ERS conclut que l'impact sanitaire peut être considéré comme non significatif en termes d'effets sans seuil et d'effets à seuil à l'encontre des populations environnantes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |